



CIBLE

Inflexible

Le 22 septembre, Manuel Valls partit d'un beau pas pour Berlin. Il s'en allait voir Angela Merkel pour lui demander de relancer la demande allemande afin de soutenir les économies voisines en piteux état. En contrepartie, le gouvernement français s'engagerait à accélérer les « réformes » ultra-libérales exigées par Bruxelles et Berlin.

La Chancelière écouta le beau langage de ce Premier ministre qui avait sacrifié Arnaud Montebourg sur l'autel de l'amitié franco-allemande. Puis elle tint une conférence de presse avec son homologue. Courtoise, la chancelière salua ses « efforts très ambitieux » pour renforcer la compétitivité de l'économie française. Inflexible, elle souligna que « l'Allemagne a montré qu'on pouvait à la fois consolider ses finances et créer de la croissance ». Pas question de relance par la dépense publique !

Manuel Valls s'est piteusement incliné. Le dogme allemand sera respecté. Imbéciles ou meurtrières, toujours antisociales, les « réformes » seront appliquées : coupes budgétaires, cadeaux de toutes sortes au patronat...

L'Allemagne domine parce que personne, en France, n'ose lui résister.

Société française

Un séisme culturel

p. 9

Histoire

Théorie des empires

p. 6/7

Irak

La guerre des mots

p. 5

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P2 : Écosse : Un « non »
qui en dit long

P3 : - Exil fiscal : Les
sans-patrie - Écho des
blogs : L'Allemagne-Eu-
rope ?

P4 : Europe : L'illibéra-
lisme hongrois

P5 : Daiish : La guerre des
mots - Brèves

P6 /7 : Histoire : Vie et
mort des empires

P8 : Armée française :
Opération Serval

P9 - Idées : Le sociologue
qui fait turbuler le système

P10 : Autobiographie :
L'arabe du futur - Voyage :
Dans la nuit et le vent

P11 : Amitié franco-serbe
- Souscription - Mercredis
de la NAR - Conférence-
débat

P12 : Édito

**Communiquer
avec la NAR**

info@nouvelle-action-
royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Écosse

Un « non » qui en dit long

**Les sentiments nationalistes triomphent en Europe.
Force est de constater qu'ils accompagnent une crise
de la représentation politique, réclamant le recours
aux urnes et un retour de la démocratie.**

Deux régions auront tenté, cet automne, de faire entendre leur voix : l'Écosse qui vient de s'exprimer et la Catalogne qui pense encore pouvoir le faire en novembre. On connaît l'issue du scrutin écossais, mais l'on ne sait pas encore si, en Espagne, un référendum sur l'indépendance de la Catalogne grossièrement camouflé en « consultation », pourra avoir lieu. Quoi qu'il en soit, il convient de nous intéresser à ces deux points chauds du moment afin de comprendre ce que doit signifier pour nous, au-delà de cette nouvelle instabilité géopolitique, cette nouvelle forme de contestation politique qu'est le renouveau des mouvements indépendantistes. Bien sûr, comme dans le cas des autres nationalismes historiques, il est bien difficile de tisser des parallèles entre deux mouvements politiques, l'écossais et le catalan, et de distinguer ce qu'ils pourraient bien exprimer de commun.

Au chapitre des différences, il faut déjà souligner que les deux « nations » dont il est question, unies à d'autres par des monarchies à la fonction stabilisatrice, n'ont pas vécu la même histoire. L'Écosse a bel et bien été indépendante de l'Angleterre durant des siècles, jusqu'à l'Acte d'union de 1707. La Catalogne, elle, n'a pu l'être que de 1641 à 1659. Aujourd'hui, le « droit de décider » réclamé de vive voix dans les rues de Barcelone le 11 septembre dernier, à l'occasion de la commémoration du tricentenaire de la chute de la ville face aux troupes du premier Bourbon d'Espagne,

est refusé par la Constitution espagnole de 1978 dont on ne rappellera jamais assez qu'elle n'était qu'une paix des braves. Ce « droit à décider » a, lui, été rendu possible, à Édimbourg, par une Constitution tout aussi monarchique qu'en Espagne, mais non écrite et coutumière.

Des différences apparaissent également, quand on s'en tient aux termes des débats actuels. En Écosse, à rebours des prescriptions venues de Londres, l'opinion indépendantiste emmenée par un Premier ministre régional, a défendu un modèle social se rapprochant de celui de l'Europe du Nord, réputé plus ou moins social-démocrate. Pour preuve, à Glasgow, ville ouvrière, le « oui » à l'indépendance a recueilli environ 53 % des voix. Le mépris face aux conséquences des politiques d'austérité menées depuis des décennies a donc failli coûter cher à l'unité du Royaume-Uni. L'indépendantisme a donc en Écosse une forte allure de défiance politique.

En Catalogne, comme le précisait dans *El País* (du 14/09) Javier Cercas, grand journaliste et spécialiste incontesté de la transition espagnole, on serait certes bien en peine de distinguer une opposition de ce type, entre des nationalistes tenant d'un modèle social et économique très différent de celui des élites de la capitale. Le gouvernement catalan d'Artur Mas, à l'origine de la consultation prévue sur l'indépendance en novembre, a tout autant coupé dans les dépenses publiques que le gouvernement de Mariano Rajoy. C'est, du reste, ce qui explique une

autre différence entre les élites écossaises et catalanes. Les premières se doivent d'être unionistes tandis que les secondes peuvent plus facilement se laisser emporter par le mouvement indépendantiste.

Mais, en y regardant de plus près, il existe bien, chez les Catalans comme chez les Écossais, un sentiment de défiance étayé par le sentiment d'injustice profond et à causalité unique : la marche forcée de l'Europe vers un horizon socio-économique jugé indépassable.

En Espagne, en 2007, cet unanimisme partagé par la gauche et la droite de gouvernement a amené la majorité de José Luis Zapatero à marquer sa différence sur l'échiquier national en concluant un pacte avec les nationalistes catalans : il les a laissés fixer seuls un nouveau statut d'autonomie pour la Catalogne en échange d'un soutien aux Cortès de Madrid.

Mais, une fois ratifié, en Catalogne par le vote populaire - certes avec une participation ne s'élevant pas au dessus de 30 % - le Parti Populaire de Mariano Rajoy a porté l'affaire devant le Tribunal constitutionnel. Le texte a alors été censuré. Chacun des deux grands partis, depuis, rejette aujourd'hui sur l'autre la responsabilité d'une situation bloquée et humiliante pour les Catalans. Une majorité s'était prononcée en faveur du nouveau statut d'autonomie, avant qu'il ne soit censuré.

La ligne de défense de Mariano Rajoy est, du reste, aujourd'hui enfoncée. En témoigne la réaction du numéro deux de son gouvernement. Il y a un an, après le succès d'une première grande manifestation pour l'indépendance de la Catalogne, la vice-présidente Soraya Saénz de Santamaría a défendu bec et ongles la « majorité silencieuse » des Catalans.

Commentant, cette année, la commémoration du 11 septembre, le ministre s'est incliné devant « le droit à manifester », assurant ainsi un service minimum de la démocratie. Amené, sans que ses élites en soient conscientes, à abandonner les règles de la démocratie, chaque État cède par là où il est le plus fragile.

Christophe BARRET

Les sans-patrie

L'exil fiscal de grandes fortunes françaises provoque des débats infinis sur les fiscalités comparées. Il faudra un jour trancher dans le vif et juger les fuyards sur le critère du patriotisme.

Il faut lire *Le Figaro*, le journal des Grandes Familles qui donne des nouvelles de celles qui ont choisi le chemin de l'exil doré. Dans son numéro du 15 septembre, à la vingt-troisième page, le célèbre quotidien nous informe que, selon son confrère belge *L'Écho*, « la Belgique accueille près de vingt des cent premières fortunes françaises, lesquelles détiendraient au moins 17 milliards d'euros dans le pays. » Parmi ces exilés, on trouve bien entendu Gérard Depardieu, mais surtout Bernard Arnault et Bernard Tapie qui se réjouissent avec leurs pairs du bon tour joué au fisc français. La Belgique n'est pas le seul havre fiscal et des dizaines de milliards placés partout dans le monde échappent au fisc français. Selon un rapport récent du syndicat Solidaires-Finances publiques, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale représenteraient de 60 à 80 milliards d'euros, soit un manque à gagner situé entre 16, 7 % et 22,3 % des recettes fiscales brutes.

Bien entendu, dans l'aristocratie financière, nul ne saurait prononcer les mots qui fâchent : pas de fuite, pas d'évasion mais de l'**optimisation** fiscale... qui exige que l'on paie des sommes rondettes à des cabinets spécialisés.

Les arguments des bénéficiaires de l'optimisation sont

archi-connus : ils sont victimes de l'inquisition fiscale et fuient les persécutions. Pour un peu, ils se feraient passer pour des combattants de la Liberté... Mais que faire ? On peut bien sûr jouer le jeu de la concurrence fiscale et s'aligner sur les systèmes fiscaux les plus favorables aux grandes fortunes - mais il faut s'attendre à des contre-mesures et la spirale baissière sera sans fin. On peut multiplier les mesures techniques visant à décourager l'exil fiscal mais les riches émigrés paieront toujours ce qu'il faut pour contourner la loi.

Ils oublient que les impôts servent à protéger, à instruire, à soigner les citoyens et ne veulent voir qu'un État prédateur.

Il faut donc une solution politique, comme le propose Frédéric Lordon dans son dernier ouvrage. (1) L'appartenance à la nation s'apprécie d'abord par le fait de remplir son **devoir** fiscal. Ceux qui ne remplissent pas ce devoir patriotique doivent subir les rigueurs de la loi, à charge pour le législateur de fixer les peines - par exemple la déchéance des droits civiques.

Sylvie FERNOY

(1) Frédéric Lordon - « *La Mal-façon, monnaie européenne et souveraineté démocratique* », Les Liens qui libèrent, 2014, prix franco : 20,50 €.

Cf. Royaliste n° 1059, page 8, « *Les leçons du professeur Lordon* ».

L'Europe allemande ?

Dans une longue interview menée par Olivier Berruyer et publiée sous le titre « *L'Allemagne tient le continent européen* »⁽¹⁾ l'auteur de « *La fin de l'empire ?* » Emmanuel Todd analyse la situation ouverte en Europe par le coup d'État de Kiev.

Il propose sa thèse sur la nouvelle place de l'Allemagne en Europe et sur sa relation avec les États-Unis. Il avance l'idée que la prédominance de l'Allemagne en Europe menace celle des États-Unis : « *Dans notre monde économique globalisé, nous pouvons pressentir l'émergence d'un nouveau face-à-face entre deux grands systèmes : la nation-continent américaine et ce nouvel empire allemand, un empire économico-politique que les gens continuent d'appeler « Europe » par habitude.* »

À l'aide de cartes et de données chiffrées, tant économiques que démographiques, d'arguments anthropologiques et historiques, il montre comment l'Allemagne domine un espace allant bien au-delà de ses frontières. « *Il existe un espace informel plus grand que l'Allemagne elle-même, « l'espace allemand direct » et qui contient des pays dont les économies ont un niveau de dépendances à l'Allemagne quasi absolu.* » L'Allemagne est en effet parvenue à construire un ensemble intégré économiquement et politiquement au centre de l'Europe qu'elle domine. Avec plus de 200 millions d'habitants, c'est plus que la Russie ou le Japon. Dominant les pays les plus affaiblis du sud. Si la France n'est pas encore incluse dans cet ensemble il faut observer que les élites qui nous gouvernent et celles qui dirigent nos entreprises font le choix de la soumission à l'Alle-

magne. Elles ne croient plus à notre propre capacité à développer une France puissante.

Dans cette situation nouvellement créée la responsabilité de nos élites est grande : « *La soumission française apparaîtra aux historiens du futur comme une contribution fondamentale au déséquilibre psychique à venir de l'Allemagne.* » Et ce n'est pas la Russie qui menace l'Ukraine mais l'Allemagne : « *Fondamentalement, le nouveau système allemand repose sur l'annexion de populations actives.* » C'est le tour de l'Ukraine affirme Todd car « *annexer des pauvres géographiquement contigus et politiquement contrôlables, dans un monde mondialisé, assoiffé de main d'œuvre à bas prix, cela peut être un avantage.* » C'est donc une étape supplémentaire dans son expansion vers l'est qu'ouvre l'Allemagne en opposition à la stratégie de domination des États-Unis, stratégie par ailleurs de plus en plus contestée.

L'hypothèse que fait Todd est que « *la montée en puissance du système allemand suggère que les États-Unis et l'Allemagne vont au conflit. C'est la logique intrinsèque fondée sur des rapports de force et de domination. Il est à mon sens irréaliste d'imaginer une entente pacifique dans le futur* » conclut-il.

François ENNAT

(1) <http://www.les-crises.fr/synthese-finale-emmanuel-todd/>

L'illibéralisme hongrois

La droite hongroise incarnée actuellement par Viktor Orbán est très contestée à la fois par les marchés internationaux et par l'Union européenne.

Pourtant, les chiffres parlent d'eux-mêmes. La croissance de la Hongrie est actuellement une des plus importantes de l'Union (plus de 3 % pour 2014), le déficit public est en net recul. Le taux de chômage est en baisse et les exportations sont en hausse. Les électeurs hongrois approuvent leur gouvernement, ils l'ont d'ailleurs soutenu lors des élections législatives en avril dernier. On est amenés à se demander ce que la Hongrie fait différemment pour obtenir de tels résultats alors que l'Europe est en pleine récession.

Une politique de grands travaux a été menée, financée par les taxes imposées sur les secteurs principalement contrôlés par les entreprises étrangères. Cela a eu pour effet de dissuader les investissements étrangers mais la population qui faisait face à l'austérité imposée par le FMI et l'Union européenne depuis 2008 salue ces mesures. D'autant plus qu'elles s'accompagnent d'une baisse du prix de l'énergie pour les ménages. D'autres décisions particulièrement populaires ont été prises. Les emprunts contractés par les classes moyennes hongroises en francs suisses et en euros pesaient gravement sur les budgets des foyers, la chute du forint avait rendu ingérable le remboursement de ces crédits. Le gouvernement demande aux banques d'indemniser les débiteurs pour des hausses de taux d'intérêt décidées de manière unilatérale. Il leur impose éga-

lement d'offrir des possibilités de remboursements à des taux de conversion inférieurs à ceux du marché. La Banque Centrale Européenne désapprouve ces mesures. Elle signale que prendre le risque de faire fuir les investissements étrangers et les financements extérieurs est dangereux pour la stabilité du pays qui devra dès lors s'autofinancer et adopter une politique de rigueur budgétaire qui pourrait bien ne pas convenir au peuple hongrois.

Alors qu'en août dernier, nous annoncions à nouveau les résultats positifs de la politique hongroise, Viktor Orbán a tenu à féliciter la Hongrie qui travaille. Cela n'est pas anodin. Le taux de chômage a baissé de 3 % en un an, non seulement grâce à une politique d'investissements dans des secteurs clés (transports, énergie) mais aussi par la mise en place de travaux d'intérêt général obligatoires pour les chômeurs. Ces activités dont la durée est limitée à quelques mois sont souvent sous-payés et concernent principalement la population rom, la plus touchée par le chômage. Cela s'inscrit dans un vaste mouvement de défense des origines magyares face aux étrangers. Le Fidesz entretient une nostalgie de la Grande Hongrie bafouée selon lui par le traité du Trianon de 1919 qui avait en effet considérablement réduit son territoire. Il appelle donc les Hongrois vivant dans les pays avoisinants à suivre le modèle ukrainien en réclamant

leur autonomie au détriment des États comme la Roumanie qui sont d'ores et déjà caractérisés par une grande instabilité. On voit alors s'épanouir un véritable populisme où le peuple hongrois est sans cesse décrit comme une victime de ses voisins, qu'ils soient nazis, communistes, libéraux ou roms. Viktor Orbán milite pour un retour vers des valeurs ancestrales : « *Les transformations que nous avons engagées sont bâties sur les meilleures traditions chrétiennes, de respect, de liberté, des droits de l'homme et des traditions culturelles.* »

Plus que le monde libéral, c'est la démocratie qui est lentement remise en cause. Les modifications constitutionnelles de 2012 ont permis au Fidesz de s'installer durablement au pouvoir. La liberté de la presse est remise en question, de même que l'indépendance de la justice et la liberté de culte. Si nous ne pouvons pas affirmer qu'il n'y a plus de contre-pouvoirs, ils sont malgré tout gravement amoindris. C'est là tout le jeu de M. Orbán. L'économiste M. Ash décrit les mesures prises du Premier ministre hongrois comme « *une version plus souple, peut être, de la politique de Poutine, bâtie autour d'un rôle plus important de l'État et visant à renforcer les intérêts nationaux, l'identité nationale et l'établissement d'une élite entrepreneuriale hongroise par la défense les intérêts des entreprises nationales contre ceux dépendant des capitaux étrangers.* »

Par ailleurs, lui-même ne cache pas ses affinités avec le modèle russe ou même chinois. Il affirmait ainsi en avril dernier : « *Je pense que la situation actuelle appelle des dirigeants énergiques. Au cours des décennies ayant précédé la crise qui a éclaté en 2008, l'idée s'était répandue que l'Europe était gouvernée par des institutions et non pas par des personnes. Ce n'était pas un problème tant que tout allait bien : des gens très sympathiques étaient Premiers ministres dans leur pays et ne faisaient pas grand chose. Les institutions fonctionnaient ; il n'y avait donc pas de souci à se faire. Les temps ont changé. L'Europe est dans une période de crise. Dans ce contexte, c'est de pouvoir personnel dont nous avons besoin.* »

Il est indispensable de rappeler que la Hongrie n'a pas les moyens de sortir de l'Union européenne et c'est là que se démarquent la droite de Fidesz de l'extrême droite de Jobbik. Ainsi, la Hongrie réclame le soutien financier de la Politique Agricole Commune pour survivre à l'embargo russe sur les produits frais. La coopération entre Poutine et la Hongrie se limite à des secteurs bien particuliers et l'essentiel des exportations hongroises sont encore dirigées vers l'Union européenne. Bruxelles a ainsi invité le Premier ministre à démocratiser son régime en rétablissant notamment la liberté de la presse mais aucune mesure n'est prise en ce sens.

L'Union européenne montre de nouveau ses limites puisqu'elle ne parvient pas à sanctionner cet État souverain, et ce, même si les principes démocratiques, à l'essence même de sa fondation sont remis en cause. Tant qu'il aura le soutien populaire, Viktor Orbán continuera donc très probablement à repousser les limites des traités tout en provoquant ses voisins en toute impunité.

Yvonne RICHTHOFEN

La guerre des mots

Nous ne faisons pas la guerre à « l'État islamique d'Irak et du Levant », ni à un califat, encore moins à l'Islam, mais à « Daash ». Quid ?

Qui est DAASH ou DAIISH ou IS ou EIIL ou EI ? (1) Raresment on a su aussi peu de choses sur le principal acteur d'un conflit mondial. Le parcours de son supposé commandant-en-chef, Abou Du'a, dit Al-Baghdadi, est assez bien connu, mais il ne fait qu'ajouter à la confusion : contrairement à d'autres chefs de mouvements islamistes de la mouvance extrémiste, franchises d'Al-Qaïda, c'est un homme de tribu, celle d'al-Samarrai (ville au nord de Bagdad), solidement enraciné dans un territoire et dans la continuité d'une tradition, qui se bat chez lui. En même temps, se faisant appeler Al-Baghdadi al-Qoreishi al-Husseini, il prétend appartenir à la tribu de laquelle doit être issu le Calife. Après Médine et la Damas omeyyade, il n'y eut plus de qoreishite dans la Bagdad abbasside et encore moins chez les Ottomans. Le seul qui puisse se réclamer de l'ascendance qoreishite est le souverain de Jordanie - dont l'oncle fut roi d'Irak jusqu'à la sanglante révolution du 14 juillet 1958 : la famille hachémite qui, shérif de la Mecque, prétendait reprendre l'héritage califal aboli en Turquie en 1924. Les Saoudiens en eurent raison quelques années plus tard. Le royaume arabe, capitale Damas, leur fut refusé comme on sait après la paix à la fin de la Première Guerre mondiale.

Ce passé n'est pas mort. Balayer d'un revers de la manche le mouvement qui agite les provinces sunnites d'Irak et l'Est de la Syrie comme un simple groupe terroriste de plus per-

met à l'Occident de proclamer la « guerre juste » mais la condamne à s'enliser sur la durée en gommant d'un trait toute la question du Moyen-Orient.

La première réaction pourtant était sage : organiser une sorte de « cordon sanitaire » autour du territoire occupé par Daiish, permettant en outre de sécuriser les Chrétiens et autres minorités. Cela supposait néanmoins de privilégier des alliances hautement problématiques : au Nord les Peshmergas kurdes, qui contrairement aux apparences qu'ils donnent aux visiteurs ne sont pas moins divisés et imprévisibles, à Bagdad et au Sud les milices chiïtes, autour de l'imam Moqtada Al-Sadr, à l'Est l'incontournable régime de Bachar al-Assad ! Mais enfin, les grandes puissances à la périphérie de la région n'ont pas été convaincues qu'une autre stratégie soit meilleure : ni la Turquie, ni l'Iran ni l'Égypte ne se joindront à la coalition concoctée par John Kerry et François Hollande. Cela veut bien dire quelque chose !

Ceci nous amène à nous demander pourquoi la Maison-Blanche et l'Élysée ont soudain décidé de changer de stratégie et par voie de conséquence de grammaire. Les bonnes raisons ne manquent pas : le précédent de la guerre du Golfe de 1991 où le président Mitterrand avait estimé que pour être partie au règlement il fallait être partie au combat. Hélas on ne recueillit pas les dividendes qui allèrent tous aux seuls Américains. Ce fut la grande désillusion de 1995 auprès des Saoudiens, début des ennuis de Balladur, Léotard et quelques

autres. La même idée a prévalu lorsque le président Sarkozy a décidé dans le livre blanc de la Défense de 2008 de déplacer de Djibouti à Abou Dhabi la principale base aérienne extérieure de la France. Ce sont ces avions qui sont en première ligne dans le ciel irakien. Le souci d'être au centre du jeu, de tenir son rang comme on disait du temps du général de Gaulle, n'a rien de médiocre, bien au contraire. Encore faut-il savoir mener cette diplomatie avec habileté.

Les Émirats arabes unis sont un point d'appui plus intelligent que le Qatar où nous liaient d'autres affaires. L'Arabie saoudite constitue en revanche le point le plus faible du dispositif. La subite embrassade américaine, après des hauts et des bas, est à la mesure du désarroi des gérantes qui gouvernent ce pays. La maison Saoud était déjà la cible d'Osama Ben Laden, mais issu du sérail celui-ci en avait été proprement éloigné. Ce qui fut en dernière analyse la raison pour laquelle Al-Qaïda à l'époque Ben Laden avait retourné son ire sur le monde entier et sa tête, à Washington et New York. Le mouvement sunnite d'Irak et du Levant ne se laissera pas si facilement détourner de son centre de gravité. Si Daiish devait développer une phase terroriste en Occident cela serait un aveu d'échec de sa stratégie qui est véritablement ancrée dans les déserts de Mésopotamie et d'Arabie.

Yves LA MARCK

(1) Dawlat al-Islamiyya fi (a)l-Iraq wal-Sham. Je privilégie donc l'acronyme Daiish.

Brèves

Disparition

Le 15 septembre dernier, le vicomte **Alexis de Noailles** est brutalement décédé en Argentine où il résidait. La Maison de Noailles, que ce soit la branche aînée ou la branche cadette à laquelle appartenait le vicomte, frère cadet du duc de Mouchy, a de long temps été liée à la famille de France, d'abord par le sang au début du XVIII^e siècle, puis par le service depuis 1930. Ces liens se sont renforcés avec le mariage du feu vicomte avec **SAR Diane d'Orléans**, fille de **Jacques, duc d'Orléans et de Gersende de Sabran-Pontevès**. Ils ont eu ensemble trois filles dont l'aînée n'a pas 10 ans. Le vicomte exploitait en Argentine l'héritage de sa grand-mère Castellane, native de ce pays. À la princesse Diane et à ses filles, nous exprimons nos plus sincères et vives condoléances.

Royaume-Uni

Moins léger qu'on veut bien généralement le dire, le prince **Harry d'Angleterre** s'engage toujours en faveur de causes sociales et humanitaires. Il a ainsi participé le 15 septembre dernier aux *Invictus Games*, ensemble de manifestations sportives réservées outre-manche aux handicapés. Il a ainsi participé à une spectaculaire rencontre de rugby en fauteuil roulant.

Royaume-Uni toujours...

La succession de **Diana Spencer**, jadis **princesse de Galles** a été définitivement réglée, au moment où sort un nouveau livre la concernant, fort peu amène par ailleurs et où l'on constate que son souvenir semble s'estomper puisque sa tombe à Althorp semble **souffrir d'insuffisance de soins**.

Pascal BEAUCHER

Vie et mort des empires

Professeur d'histoire médiévale du monde musulman à l'université Paris-Ouest Nanterre, Gabriel Martinez-Gros expose une très remarquable philosophie politique de l'empire, à partir d'une reprise critique des thèses d'Ibn Khaldoun, théoricien de l'État et de l'histoire impériale à l'époque médiévale. Les monarchies nationales d'Europe s'en trouvent éclairées d'une autre manière.

La lecture de René Grousset reste indispensable mais il faut se faire une raison : il n'y a pas d'*empire des steppes*. (1) Les cavaliers mongols, turcs, arabes, chinois, ont parcouru les steppes asiatiques dans tous les sens mais la construction de leurs empires supposait un État, une capitale, une population sédentaire soumise à l'impôt. Évidence rétrospective ? Non pas. Pour bien comprendre la logique impériale, il faut en revenir à son plus grand théoricien : Ibn Khaldoun (1332 - 1406) dont l'œuvre, aussi importante que celle de Thucydide, de Montesquieu, de Marx, est reprise et commentée par Gabriel Martinez-Gros dans un livre saisissant. (2) Que dit ce philosophe de l'histoire, qui rencontra Tamerlan à Damas en décembre 1400 et eut de longues discussions avec le terrible conquérant ?

Pour Ibn Khaldoun, les grands empires sont l'œuvre de petites communautés tribales (*'asabiyya*) pauvres et guerrières qui s'emparent, par leur vaillance,

d'immenses territoires densément peuplés. Gabriel Martinez-Gros cite les Turcs Xiongnu, les Romains, les Grecs conduits par Alexandre de Macédoine, les Arabes contemporains de Mahomet, les Croisés, Gengis Khan...

La forme de l'empire se dessine lorsque la *'asabiyya* conquérante donne des limites à son territoire et l'organise comme s'il représentait toute la civilisation face à la barbarie. Cette organisation implique l'institution d'une autorité politique capable de prélever l'impôt sur la population sédentaire. Elle implique aussi que la population du territoire unifié soit désarmée et que la fonction militaire soit confiée à un *'asabiyya* campée au-delà du *limes*, dans les marches de l'empire. Les Romains utilisent les Germains, les Ottomans recrutent leurs janissaires dans les Balkans, les Han ont recours aux Xiongnu, les Moghols mobilisent les Afghans... En expulsant la violence à l'extérieur de ses territoires, en préservant la séparation entre les producteurs et les guerriers, l'État impérial

alimenté par l'impôt peut assurer aux sujets une prospérité économique souvent servie par l'innovation technique : « *les Han, les Song, les Moghols ont contribué à inventer la soie, le papier, la poudre, la porcelaine, le thé, l'acier et la fonte.* »

Avant la modernité, les politiques impériales qui échouent se placent hors de la pratique générale. Au lieu de protéger les populations qu'il a soumises, Gengis Khan ordonne des tueries et des destructions systématiques. Tamerlan (3) utilise la même technique de « l'extermination préventive » parce qu'il ne parvient pas à établir son autorité sur ses immenses territoires : il lui faut à tout prix éliminer d'emblée l'apparition de puissances rivales.

Ces conquérants prodigieux ne sont pas des fondateurs et seuls réussiront, parmi leurs successeurs, ceux qui respectent la logique de l'État impérial : Djaghataï, deuxième fils de Gengis Khan, Chah Rukh, quatrième fils de Tamerlan et Babur, autre timouride qui fonda l'empire moghol.

Cependant, Ibn Khaldoun montre que les principes de la réussite des empires provoquent à terme leur effondrement : de la naissance de la dynastie à sa mort, il n'y a pas plus de trois générations de quarante ans chacune et cette durée de cent-vingt années se vérifie souvent dans l'histoire de l'Orient prémoderne. La monarchie impériale apporte la paix et la prospérité mais le désarmement et le luxe provoquent un amollissement général aggravé par la perte du sens de la conquête initiale. L'État paie des mercenaires pour assurer sa défense mais la fiscalité devient trop lourde. Ces faiblesses cumulées permettent l'assaut victorieux d'une nouvelle *'asabiyya* venue des confins...

La théorie d'Ibn Khaldoun vaut pour la Rome antique, Byzance, la Chine et les empires islamiques médiévaux mais pas pour l'Europe occidentale. « *Après le XI^e siècle, d'évidence, l'histoire de l'Europe échappe au schéma. Il se produit l'impensable : une population nombreuse, une civilisation urbaine émergent entre le XI^e et le XIII^e siècle hors de la contrainte exercée par un État central despotique, hors de l'impôt.* » Et Gabriel Martinez-Gros de souligner que « *L'Europe, même la plus « absolutiste », n'a pas achevé le désarmement de ses peuples, l'interdiction*

et l'éradication de la violence dans les masses productives qui délimitent la pertinence du système d'Ibn Khaldoun. Les monarchies européennes n'ont jamais atteint l'irénisme pacifiste de la Chine des Song, pas plus qu'elles n'ont réussi à abolir les libertés de leurs peuples. » Lorsqu'elles instituent le service militaire, les nations modernes excluent de facto le recours aux tribus mercenaires et le développement de leurs propres forces armées ne rend pas insupportable la pression fiscale.

L'empire est oriental, comme le despotisme, avant le XVIII^e siècle mais il faut se souvenir que cet Orient est aussi bien païen que chrétien ou musulman. Ensuite, on voit apparaître des empires européens qui échappent à la théorie d'Ibn Khaldoun : avec la révolution industrielle, la sédentarité est devenue une force et les empires, comme les nations, mobilisent massivement leurs populations. Il est vrai, cependant, que les empires français et britanniques des XIX^e et XX^e siècles mobilisent des groupes indigènes - Sikhs, Gurkhas, Sénégalais, Indochinois - mais sans prétendre résumer à eux seuls la civilisation.

Je ne peux suivre Gabriel Martinez-Gros lorsqu'il reprend la définition wébérienne de l'État comme « *monopole de la violence légitime* » car la légitimité est ce qui permet d'écarter la violence au profit de la force - mais c'est là un autre débat qui ne doit pas nous détourner des fortes conclusions de cette « Brève histoire des empires ». Elles sont subtilement exposées et je dois à regret les ramener à deux remarques majeures :

- Les empires ont des **structures comparables** et ils s'inscrivent dans une même dynamique historique - qu'ils soient chinois, musulmans, romain ou byzantin. La religion musul-

mane n'a pas créé de nouvelles formes politiques et militaires ; elle est au contraire entrée dans celles qui la précédaient, avec parfois l'impulsion prophétique qui est propre à l'islam.

- La civilisation islamique **n'est pas plus violente** que les autres. L'islam n'a connu que la forme impériale, protectrice et apaisante : « *Les hommes de guerre peuvent bien satisfaire aux exigences du « jihād » inlassablement prêché sur les chaires des mosquées, restaurer le sunnisme aux dépens du shiisme hérétique, reconquérir Jérusalem sur l'Infidèle : ils n'en doivent pas moins passer sous les fourches caudines de juristes et de clercs toujours sourdement hostiles à la soldatesque turque.* » C'est pourquoi l'islam utilise deux langues dans l'exercice du pouvoir : l'arabe dans l'empire avant l'an 1100, le turc osmanli à partir du XVI^e siècle, le persan de l'Anatolie à l'Inde en passant par l'Asie centrale sont les langues utilisées par les politiques alors que les troupes des Mamelouks d'Égypte parlent turc et que les soldats parlent l'hindustani dans l'Inde du XVIII^e siècle.

- Les empires musulmans n'en sont pas exemplaires pour autant. Les dynasties arabes, turques (et chinoises) s'imposent par la violence conquérante à des peuples qui leur restent étrangers et la toute-puissance protectrice s'exerce sans la moindre possibilité de



Statue d'Ibn Khaldoun sur la place de l'Indépendance, à Tunis.

partage sur un troupeau de sujets sur lesquels le souverain a droit de vie et de mort. Mais ce despotisme n'est pas durable : « ... les souverains issus d'une *'asabiyya tribale*, ne se font empereurs et garants du monde sédentaire

qu'au prix d'une véritable conversion, de la steppe à la ville, de la guerre au palais, d'une mutation génétique qui tue leur lignée au terme de quelques générations. »

Les monarchies européennes de l'époque médiévale et de l'âge classique offrent un modèle à tous égards préférable au despotisme impérial : le roi est né sur la même terre que ses sujets et il peut former une dynastie nationale. Le pouvoir royal est fondé sur le droit, qui garantit la vie et les biens des habitants du pays. À l'opposé de l'esprit de conquête, les guerres ont des objectifs limités. Telles sont les raisons majeures de la permanence dans le temps des dynasties nationales qui ne reconnaissent ni l'opposition entre le monarque et le peuple, ni la division entre le sédentaire et le tribal. Les dynasties européennes fondent une légitimité dont le droit impérial interdit la naissance.

Issus des dynasties royales, les États démocratiques modernes ont accompli le projet de pacification que les empires avaient manqué et Gabriel Martinez-Gros décrit la mondialisation comme un « *système de sédentarisation*

universelle » par l'effet de l'urbanisation, de la scolarisation et de la réduction du nombre d'enfants par couple... qui touchent également les pays de tradition musulmane. Cette pacification n'est pas complète : aux groupes islamistes qui animent des dissidences plus ou moins durables mais toujours incapables de gagner des majorités, s'ajoutent les territoires physiques et virtuels sur lesquels opère le crime organisé. Ce n'est pas une gouvernance mondiale qui triomphera de ces menaces. Il faut des États disposant d'une légitimité populaire, qui leur permettra de mettre en œuvre les moyens adéquats - sans recourir à une violence toujours illégitime.

B. LA RICHARDAIS

(1) René Grousset – « *L'empire des steppes* », Payot, première édition 1938.

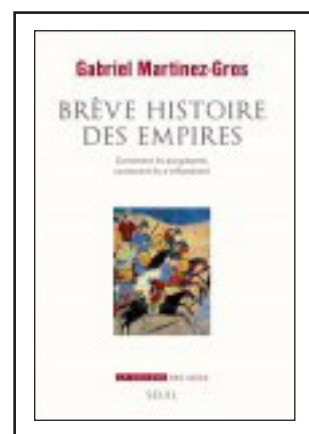
(2) Gabriel Martinez-Gros – « *Brève histoire des empires - Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent* », Seuil, 2014, prix franco : 19 €.

Toutes les citations sont tirées de cet ouvrage.

Voir aussi, du même auteur :

« *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'Islam* », Sindbad, Actes Sud, 2006, prix franco : 25,40 €.

(3) Cf. sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/lettre-detachkent-chronique-94/> et <http://www.bertrand-renouvin.fr/lettre-de-samarkand-chronique-93/>



Opération Serval

Décidée par les autorités politiques à l'encontre de la doctrine socialiste, soutenue par le peuple français, accueillie avec enthousiasme par le peuple malien, l'opération Serval est, pour l'Armée française, un magnifique succès. Jean-Christophe Notin ⁽¹⁾ éclaire tous les aspects de cette guerre et en tire les enseignements.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Armée française a été engagée dans des guerres de coalition en Irak, en Afghanistan, en Libye (2) et de nouveau cette année en Irak. Au Mali, les soldats français ont fait *la guerre de la France*, selon des objectifs précis qu'ils ont pu atteindre grâce aux excellentes capacités de notre armée et par leur courage personnel. Regardée à la télévision, cette épopée ressemblait à une promenade militaire. Illusion ! Jean-Christophe Notin, qui a recueilli les témoignages de très nombreux acteurs, nous fait vivre une opération complexe se déroulant dans une situation politique fort compliquée.

Grand comme la France et l'Espagne réunies, le Mali subit en même temps une crise de régime, la violence de la subversion islamiste et l'insurrection des Touaregs. Ces problèmes, tous urgents, suscitent le faible intérêt des États-Unis et l'indifférence polie de l'Union européenne : nos aimables alliés estiment que c'est à la France d'agir et c'est bien notre pays que les Maliens appellent au secours.

Revenus depuis peu aux affaires, les dirigeants socialistes cultivent des bribes idéologiques qui nourrissent leurs réticences. Jean-Yves Le Drian croit dur comme fer en une fiction nommée *Europe de la Défense*. François Hollande redoute les procès en colonialisme qui troubleraient sa conscience de

gauche et il fixe la ligne officielle : c'est aux Africains de régler les problèmes africains et pas un soldat français ne foulera le sol du Mali... L'intervention française n'a pas été préparée en catimini par les autorités politiques : c'est l'attaque lancée par les djihadistes dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013 qui les pousse à réagir.

Nous gardons le souvenir d'une ruée djihadiste et d'une réplique foudroyante de nos soldats. Jean-Christophe Notin met les choses au point. Le tableau qui décrit les centaines de véhicules descendant vers le sud malien « *est à la fois partiellement erroné et terriblement réducteur* » mais l'offensive des groupes djihadistes contre l'armée régulière malienne - elle n'aurait pas eu lieu si la France avait immédiatement marqué sa détermination - est suffisamment inquiétante pour justifier la guerre.

Lorsque François Hollande se décide enfin, il trouve une armée qui a déjà planifié son engagement sur le théâtre malien et qui est prête à remplir les missions qui lui sont assignées. Le président de la République se révèle alors bon chef des Armées. Lors de la guerre de Libye, Nicolas Sarkozy était resté dans le flou stratégique jusqu'au moment où la chute du régime et l'élimination de Kadhafi avait été décidées sans qu'on se préoccupe sérieusement de la reconstruction d'un État. Au contraire, François Hollande donne trois objectifs au

chef d'état-major des armées : « stoppez l'ennemi », « aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays », « détruisez les terroristes ». Au ministère de la Défense, Jean-Yves Le Drian se révèle à la hauteur de ses responsabilités tandis que Laurent Fabius, marginalisé, se fait seulement remarquer par ses gaffes.

Cependant, il y a lieu de s'interroger sur le mot d'ordre de la « guerre contre le terrorisme » qui implique l'éradication de criminels alors que la guerre contre des insurgés laisse ouverte la possibilité d'une négociation politique en vue de la paix. De plus, la dénonciation des terroristes islamistes laisse entendre que les causes de la crise sont toutes extérieures au Mali alors que la révolte des Touaregs et la radicalisation de certains Maliens relèvent de la politique intérieure.

Cela dit, les dirigeants politiques établissent une bonne coordination avec les chefs militaires qui ont, sur le terrain, pleine liberté d'initiative dans le cadre des objectifs assignés. Le déroulement de l'opération est en lui-même passionnant. Tous nos armements ont été utilisés et toutes sortes d'unités ont été engagées dans un mouvement cohérent et remarquablement efficace. Avec Jean-Christophe Notin, à Gao, à Tombouctou, dans l'Adrar, on suit jour après jour et parfois heure par heure les actions menées par la DGSE, par le Commandement

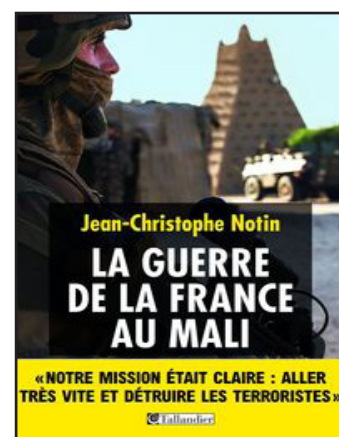
des Opérations Spéciales, par les pilotes des hélicoptères et des chasseurs, le travail d'écoute et de repérage, le largage des parachutistes, les bombardements, les combats rapprochés... Les moyens techniques déployés sont impressionnants. Il ne faut jamais oublier que ce sont des hommes qui ont gagné cette guerre, en mobilisant toutes leurs forces physiques et mentales.

L'opération Serval ne s'est pas terminée par une victoire totale - la menace djihadiste subsiste - mais elle constitue un indéniable succès militaire aux répercussions politiques positives. On aurait tort, cependant, de se perdre en congratulations. Notre guerre au Mali montre que la France peut jouer un rôle important en Afrique si ses dirigeants de gauche et de droite liquident leur complexe africain. Elle peut en même temps réaffirmer son rang dans le monde si elle dispose de sa propre puissance militaire. Cela suppose que nos soldats puissent s'entraîner constamment, disposer de moyens matériels conséquents et des techniques les plus pointues. On ne peut vouloir une armée prête au combat et la priver de crédits. Un soldat accepte de mourir pour la patrie. Il ne doit pas être sacrifié à un plan d'économies.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Christophe Notin – « *La guerre de la France au Mali* », Talandier, 2014, prix franco : 22,90.

(2) Cf. Jean-Christophe Notin – « *La vérité sur notre guerre en Libye* », Fayard, 2012, prix franco : 27 € et notre article dans *Royaliste* n° 1024, page 8, « *De la guerre en Libye* ».



Le sociologue qui fait turbuler le système

Ayant beaucoup repris Péguy ces temps-ci, je me trouve puissamment armé contre les défauts du sociologisme qui était une de ses bêtes noires. Certes, je n'ignore pas qu'il peut y avoir des sociologues péguystes qui ont appris à son contact la liberté souveraine de l'esprit et la primauté de l'humanité vivante. Mais l'abus de certaines expertises pourrait ranimer sa sainte colère contre ceux qu'il appelait les « savants sociomathématiciens thérapeutes ». Je n'ai pas ce sentiment en lisant l'essai dont tout le monde parle aujourd'hui, y compris les lecteurs qu'il aurait dû révolter. Même le Premier ministre a fait implicitement mention du travail de Christophe Guilluy au cours de sa récente déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale en évoquant « les abandonnés de la République... qui essayent comme ils peuvent de trouver la protection que nous ne savons plus leur offrir »... Libération, qui se prépare à un sévère recyclage, a consacré cinq pages à cet essai provocateur à souhait pour le conformisme bobo et la bienpensance satisfaite. C'est sans doute pour contrer des thèses dévastatrices, en invoquant les répliques des vrais « sachants ». Laurent Joffrin et ses journalistes n'en montrent pas moins à quel point Guilluy a fait mouche et comment il est devenu d'ores et déjà l'interlocuteur inévitable.

Alain Juppé semble avoir un train de retard, si l'on en croit ses dernières déclarations à propos de sa candidature présidentielle. Se prévalant en somme de la mondialisation heureuse, il oublie purement et simplement qu'elle ne concerne, pour notre pays, que les métropoles urbaines, laissant à la traîne la plus grande partie de notre territoire : « *On a en effet oublié que la recomposition économique des grandes villes a entraîné une recomposition sociale de tous les territoires. Ainsi la question sociale n'est pas circonscrite de l'autre côté du périph mais de l'autre côté des métropoles, dans les espaces ruraux, les petites villes, les villes moyennes, dans certains espaces périurbains qui rassemblent aujourd'hui près de 80 % des classes populaires. Cette « France périphérique », invisible et oubliée, est celle où vit désormais la majorité de la population. C'est sur ces territoires, par le bas, que la contre-société se structure en rompant peu à peu avec les représentations politiques et culturelles de la France d'hier.* » L'essentiel est dit, dont il est extrêmement difficile de contester la pertinence, sauf à en dénoncer les sous-entendus idéologiques.

On reproche à Christophe Guilluy de légitimer le discours identitaire de l'extrême droite à propos du racisme anti-Blanc, de la peur de ne plus être majoritaire chez soi et de la stigmatisation de ce que Jean-Pierre Chevènement appelle les élites mondialisées. Plus méthodologiquement, on met en cause des catégories d'analyse qui privilégient les oppositions culturelles par rapport aux inégalités du système économique. Ce qui, au demeurant, est inexact, car Guilluy les met en relation directe. Mais sur le fond, il est incontestable que « la France périphérique » met en jeu une problématisation qui prend à revers les certitudes les mieux établies des politologues et des sociologues, à une nuance près. Lorsque *Terra Nova* faisait son deuil de l'ancrage de la gauche dans la classe ouvrière en redéfinis-

sant de nouvelles cibles électorales (les jeunes, les femmes et les populations immigrées), ce laboratoire d'idées rejoignait certains constats de l'iconoclaste, singulièrement celui qui concerne le désamour ouvrier pour la gauche nouvelle. Mais en même temps, il est aussi démenti par la réalité révélée par Guilluy. La jeunesse a tourné le dos au Parti socialiste. J'avais, ces jours-ci, l'écho d'une fédération dont l'ancrage régional est historique et qui s'acharne à retenir les jeunes gens à rejoindre le Front national. Par ailleurs, *Terra Nova* ne s'est pas aperçue de l'attachement des populations immigrées à des valeurs dites traditionnelles qui ne recourent pas du tout les réformes sociétales du quinquennat de François Hollande. Il est vrai qu'on découvre ici des données culturelles soigneusement ignorées par des préjugés idéologiques qui se confondent avec des préjugés méthodologiques.

Autre différence marquante : l'insistance sur la notion d'autochtonie, particulièrement honnie par les partisans d'une « société ouverte », accueillante au multiculturalisme et à l'ouverture de toutes les frontières. Tout d'abord il y a mensonge du côté des plus favorisés, stigmatisant les plus modestes : « *Les quartiers boboïsés des grandes métropoles fonctionnent eux aussi sur un fort capital d'autochtonie, presque communautaire. À l'heure où les classes populaires sont régulièrement sermonnées pour leur populisme, leur racisme, voire leur communautarisme, il apparaît que les couches supérieures (des riches aux bobos) pratiquent de plus en plus une forme de communautarisme qu'elle refuse aux plus modestes.* » Par ailleurs, il n'est pas vrai que ces populations stigmatisées aient refusé le jeu de la mondialisation et même du multiculturalisme. Ce sont elles qui ont le plus pratiqué l'échange et subi les conséquences des adaptations structurelles : « *Elles en ont tiré un bilan calme et rationnel. La résurgence du « village » apparaît comme une réponse concrète des catégories modestes à l'insécurité sociale et culturelle.* »



par Gérard LECLERC

On saisit ainsi la portée du séisme culturel qu'induit l'émergence de la France périphérique, qui concerne les catégories populaires d'origine française et d'immigration ancienne. Ce sont elles, il est vrai qui alimentent le vote Front national. L'objection selon laquelle il y a paradoxe à exprimer un vote anti-immigrés là où il n'y a pas d'immigrés ne tient pas parce que précisément ces populations ont été chassées à la fois des banlieues ethnicisées et des métropoles mondialisées et gentrifiées. À ignorer cette France là, le Parti socialiste et la droite s'exposent à de singulières déconvenues parce que leurs ancrages électoraux sont de plus en plus minoritaires ou vieillissants. Et puis, à force de reprendre sans cesse les mêmes clichés idéologiques ils s'exposent à ignorer de plus en plus le monde tel qu'il est et tel qu'il évolue. Certains critères de la modernité deviennent obsolètes : « *À l'échelle de la planète, une mobilité égalitaire, la fameuse « mobilité pour tous » serait une catastrophe écologique (...) comme le rappelle Jean-Claude Michéa, si l'on transformait l'homme en « être attalien (du nom de Jacques Attali), qui se vante de consumer sa vie entre deux aéroports avec pour seule patrie un ordinateur portable », l'impact écologique serait irréversible.* » Autre donnée : le changement de nature de l'immigration qui concerne de plus en plus des cadres qualifiés plutôt que de pauvres gens démunis... Oui, Christophe Guilluy a déposé au cœur du débat contemporain une véritable bombe aux effets déflagrateurs. Elle impose à tous une réflexion à frais nouveaux, car à partir des constats révélés, des questions gravissimes sont posées auxquelles il faudra donner très vite des réponses adaptées qui réclameront courage et imagination.

Christophe Guilluy – « *La France périphérique - Comment on sacrifie les classes populaires* », Flammarion, prix franco : 18 €.

Autobiographie

L'arabe du futur

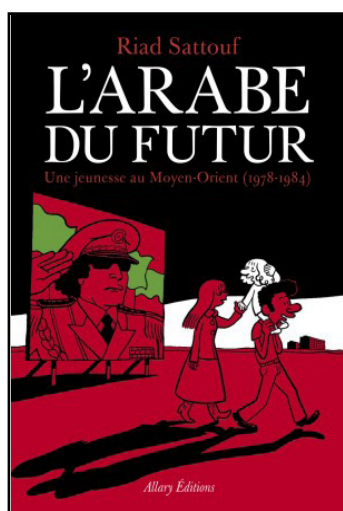
Ce récit graphique jette une lumière crue sur ces régimes arabes dits « progressistes » qui ont, chez nous, suscité de nombreuses illusions, et en suscitent encore chez les plus aveugles. Leur pathétique grotesque et criminel explique sans doute une grande partie du succès actuel des islamistes radicaux.

Il n'est pas nécessaire de présenter Riad Sattouf. Chroniqueur de *Charlie Hebdo*, dessinateur souvent récompensé, réalisateur de cinéma (*Les beaux gosses*) et auteur de nombreuses bandes dessinées, il bénéficie d'une notoriété méritée. Et son dernier album, premier tome d'une série autobiographique, ne pourra que contribuer à l'accroître encore. Dans *L'arabe du futur*, tout – du dessin aux dialogues, de la trame générale du récit aux choix des anecdotes –, tout respire l'intelligence subtile, l'humour parfois cruel, et la tendresse sensible.

Nous voici les témoins de la vie des premières années du petit Riad (1978 – 1984), et même des quelques mois qui précéderent sa naissance. Son père est un jeune étudiant syrien, issu d'une famille pauvre de la région de Homs. Grâce à une bourse, il termine ses études à la Sorbonne où il rencontre Clémentine, la future mère de son fils. Devenu docteur en histoire, plutôt que de poursuivre une carrière en France, il décide de retrouver le monde arabe pour y participer à la construction de l'arabe du futur, comprendre l'intégrer dans le flux émancipateur de la modernité en le détachant d'atavismes rétrogrades tout en le vaccinant

contre les complexes inhibiteurs nés de la colonisation.

Le programme est magnifique, malheureusement les dirigeants sensés le mettre en œuvre ne sont que de sinistres guignols.



Pour son premier poste, le père de Riad, accompagné de sa femme et son fils (aux cheveux blonds, qui feront tantôt son bonheur, tantôt son malheur), rejoint la Libye du colonel Kadhafi. La force de l'autoconviction est immense, mais elle ne suffit pas à endiguer le flot des désillusions. Laissons aux lecteurs le soin de découvrir les multiples péripéties que va connaître la famille Sattouf, ils y découvriront que le Père Ubu avait bel et bien installé son royaume du côté de Tripoli.

La famille doit partir, et après un bref intermède breton, elle rejoint la Syrie, et surtout la famille paternelle en son village de Ter Maaleh. Le récit était déjà passionnant, mais les pages, les planches qui suivent vous saisissent totalement, sans doute parce que les souvenirs du petit Riad sont plus vifs, sans doute aussi parce qu'elles marquent une entrée dans une réalité peu avenante.

Cette société villageoise se caractérise par la brutalité et l'arriération. La violence – violence des préjugés et violence des poings – y règne en maître. Toute finesse y est lue comme une faiblesse. Et les séjours en ville n'arrangent rien : on y retrouve la même saleté et la même bêtise. La modernité du régime baasiste n'est qu'une logorrhée creuse qui ne sert même pas à masquer une corruption généralisée et l'exaltation de la médiocrité la plus bornée. Riad Sattouf traite de tout ça avec humour, mais un humour que l'on sent ici assez désespéré, comme si les blessures subies par le petit garçon étaient toujours présentes.

La dernière image de l'album, qui montre l'enfant en larmes, précédé d'un père à la triste figure qui lui tend une main qu'il ne saisit pas, en queue de la file qui les conduit à l'avion qui le ramène en Syrie, éveille une émotion irrépressible.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une thèse mais d'un récit autobiographique. La subjectivité y domine ; mais quand elle est à la fois honnête et talentueuse, n'est-elle pas le meilleur truchement vers une vérité ressentie. On attend avec impatience les tomes suivants.

Patrick PIERRAN

Riad Sattouf – « *L'Arabe du futur* », Allary Éd., 2014, 160 pp., prix franco : 20 €.

Voyage

Dans la nuit et le vent

Si l'on veut savoir ce qu'était le voyage intelligent à travers une Europe encore hospitalière, avant que le flot de la normalisation touristique n'ait monétisé et banalisé l'errance, il faut lire *Dans la nuit et le vent* de Patrick Leigh Fermor.

Ce jeune anglais de la bonne société, donc excentrique, décida, à 18 ans, de partir en 1933, à pied vers Constantinople et le Mont Athos « *comme un clochard ou un chevalier désespéré.* »

Dans une Europe encore immuable, malgré les conséquences du traité de Trianon et la montée du nazisme, cet humaniste amoureux des livres et des gens, attiré par le monachisme catholique et orthodoxe, chemina de granges en châteaux dont les portes s'ouvraient devant son sourire charmeur. Mêlant, de façon très britannique, la connaissance et l'humour dans des digressions historiques, artistiques ou vestimentaires, les trois ouvrages regroupés dans ce fort volume nous font revivre de façon très vivante un monde disparu mais dont les racines et les problèmes nous concernent encore.

Patrick Leigh Fermor, qui s'illustra en Crète durant la guerre dans les services secrets britanniques, nous montre en cheminant que les frontières rassemblent plus qu'elles ne séparent pour le voyageur aux yeux et au cœur ouvert.

Patrick BARRAU

Patrick Leigh Fermor – « *Dans la nuit et le vent : à pied de Londres à Constantinople (1933-1937)* », Éd. Nevi-cata, 960 pp., prix franco : 29 €.

Commémoration

Amitié franco-serbe

Il y a 80 ans, le roi Alexandre de Yougoslavie était assassiné à Marseille dans l'attentat qui coûta également la vie à Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères.

Pour commémorer cette tragédie, une exposition (1) est organisée du 1er au 15 octobre en l'église Saint-Sava, 23, rue du Simphon, 75018 Paris.

Dimanche 5 octobre, à 11 heures, projection des archives filmées de l'attentat dans une salle de l'église.



Jeudi 9 octobre, à 12 heures, dépôt de gerbe au pied du monument à Alexandre de Yougoslavie, Place de Colombie, 75016 Paris. Une délégation du Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste assistera à cette cérémonie.

Le même jour, à 18 heures 30, office du défunt célébré à la mémoire du roi Alexandre en l'église Saint-Sava.

(1) Collection de :
Sigolène Franchet d'Espèrey - Vujić
(www.artbrutbistrot.fr)
www.imagesdelaserbie.com

Quatrième liste de souscripteurs

Éric de Moncornet de Caumont 1.100 €
- Chantal Garcin 15 € - Jean-Pierre Dauvillier 10 € - Florence et Gilles Chopard 100 € - Hugues Huet de Froberville 500 € - Laurent Lagadec 50 € - Jean-Philippe Chauvin 50 € - Gilles Ascaride 20 €.

Total de cette liste : 1 845,00 €

Total précédent : 8 287,19 €

Total général : 10 132,19 €

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 8 octobre : Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'ENA, haut fonctionnaire et historien, **Arnaud TEYSSIER** est un invité régulier de nos réunions. Il nous avait présenté, entre autres ouvrages, Lyautey, Charles Péguy et Louis-Philippe. Le livre qu'il consacre au **Cardinal de Richelieu** fera date dans l'historiographie de « l'homme rouge » et dans l'histoire de la pensée politique.

Forgée par les ennemis du Cardinal et par les Romantiques, la légende noire campe un ambitieux qui sacrifie les principes et les hommes sur l'autel de la Raison d'État. L'étude des écrits politiques et religieux de Richelieu et l'analyse des documents d'État font apparaître l'un de nos plus grands politiques, habité par les fortes convictions morales d'un chrétien aussi rigoureux pour lui-même que pour les autres. Célébré par la III^e République, le Cardinal a inspiré Michel Debré, Pierre Mendès-France et, bien entendu, le général de Gaulle. Il est plus que jamais nécessaire de reprendre son héritage politique.

Mercredi 15 octobre : L'offensive djihadiste en Irak a réveillé l'attention, généralement défailante, sur le sort tragique des chrétiens de ce pays. La sollicitude diplomatique qu'on manifeste à l'égard de ces victimes soulage les consciences occidentales. Elle ne saurait nous dispenser d'une réflexion d'ensemble sur le passé et sur l'avenir, terriblement compromis, du christianisme oriental.

Philosophe, théologien, auteur d'ouvrages - *Dieu est américain*, *L'Apocalypse russe*, *Le Paradoxe persan* - qu'il a bien voulu nous présenter, **Jean-François COLOSIMO** vient de consacrer un livre à ces « hommes en trop ». Ceux-ci ont vécu pendant des siècles comme otages de la domination musulmane puis du colonialisme européen. Ils sont maintenant sacrifiés à la guerre américaine et au conflit entre sunnites et chiites. **La malédiction des chrétiens d'Orient** est une catastrophe qui nous atteint au plus profond car elle détruit notre très ancienne mémoire en même temps que notre seul espoir de médiation entre l'Orient et l'Occident.

Conférence-débat

Le vendredi 10 octobre 2014, à la Maison diocésaine, **François SCHWERER**, tiendra une conférence suivie d'une discussion avec le public sur le thème : « 1914-1918 - sans la Marne, la France n'aurait pas gagné la guerre ».

La Maison diocésaine, 1 bis, rue de Berry, 41000 Blois (Tél. : 02 54 57 26 00).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Le sérieux de l'intention

Misère du quinquennat. Deux ans après l'élection présidentielle, la course à la candidature a été relancée et depuis la rentrée de nouveaux candidats viennent tenter leur chance - ou laissent entendre qu'ils pourraient y aller. À gauche, on s'observe en silence. François Hollande y songe. Manuel Valls aussi. Peut-être Martine Aubry ? À droite, François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy se sont déclarés. Il y aura d'autres candidats tout aussi (ou beaucoup plus) intéressants mais il faut commencer par les différents représentants de l'oligarchie.

Tous parlent de prendre leurs responsabilités mais comme un simple candidat est seulement responsable de ses convictions, on reste sur sa faim. Certes, les mots nécessaires sont prononcés - *France, Valeurs, Rassemblement* - mais l'essentiel est de prendre la pose. L'apparence physique est essentielle et les gestes étudiés à l'entraînement doivent ponctuer les phrases : on ouvre les bras ou on serre les poings selon les prescriptions des communicants. Les mots qu'on emploie à droite et à gauche signalent des qualités personnelles et permettent de forger une image qui sera commentée à l'infini dans les médias. Sarkozy, c'est l'Énergie ; Juppé c'est la Sagesse. Fillon ? La Modération. Aubry ? Ce pourrait être la Gauche compétente ou la Gauche morale. Pour compléter le portrait, on ajoute des qualités individuelles : courage, jeunesse du cœur (quand on courbe sous le poids des ans), lucidité et cette bouleversante humilité de ceux qui ont subi des défaites et qui remettent le pied

à l'étrier pour le bien de tous et dans l'oubli d'eux-mêmes.

Ces vertueux prononceront ensuite les slogans nécessaires au positionnement sur l'échiquier. Souvenons-nous : l'un voulait réduire la fracture sociale, l'autre se proclamait candidat du pouvoir d'achat, et le troisième affirmait que « *mon ennemie, c'est la finance* ». Il sera bien temps, après la victoire, de révéler son



vrai programme - au nom du pragmatisme comme il se doit.

Pendant deux ans et demi, le travail d'image, les éléments de langage et le jeu tactique des uns et des autres vont susciter des discussions infinies sans que nous parvenions à discerner le sérieux de l'intention. Je propose qu'on délaisse le débat sur les qualités personnelles réelles ou supposées et qu'on regarde de très loin les spectacles qui seront montés pour s'en tenir à des critères politiques.

Ils se veulent « en responsabilité » ? Très bien. Alors il faut qu'ils nous disent pourquoi ils ont voté pour le prétendu « traité constitutionnel » en 2005,

pourquoi ils n'ont pas respecté le suffrage universel, pourquoi ils ont voté le traité de Lisbonne et le Pacte de stabilité, pourquoi ils ont accepté le *Semestre européen*, le *Six Pack* et le *Two Pack* (1) alors que ces traités et accords européens ont provoqué les malheurs qu'ils déplorent la bouche en cœur. Nicolas Sarkozy, François Hollande et leurs rivaux doivent répondre des textes qu'ils ont préparés ou signés et prendre conscience des responsabilités qu'ils portent dans le chômage et la désindustrialisation. Puis en tirer immédiatement les conséquences.

Ils disent qu'ils veulent, malgré leurs échecs et leurs démissions passées, prendre en charge notre avenir ? En ce cas ils doivent s'engager publiquement à sortir la France de l'euro (2), afin de provoquer la dissolution de cette zone de déflation ; ils doivent s'engager à protéger l'économie nationale et à nationaliser les secteurs-clés ; ils doivent s'engager à sortir de l'Otan afin de préparer une nouvelle politique de sécurité collective. François Hollande, Nicolas Sarkozy et les autres oligarques n'accepteront pas ce programme de salut public ? Ils dénonceront le *nationalisme*, l'*autarcie*, le *repli frileux* ? Nous lirons dans leurs diatribes éculées l'adhésion à un européisme anti-démocratique, la soumission à l'Allemagne et aux États-Unis dans le rejet total de la tradition gaullienne qui n'était ni nationaliste, ni autarcique, ni frileuse.

C'en est assez des savantes ambiguïtés et des promesses différées. Comme le courage, le sérieux de l'intention se prouve dans l'instant.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dispositions qui renforcent le contrôle par Bruxelles des politiques économiques et sociales des États-membres de l'Union européenne.

(2) Relire, de Jacques Sapir et Philippe Murer, les « *Scenarii de dissolution de l'euro* », Fondation Res Publica, septembre 2013.